

Burundi : un leader d'opposition arrêté pour "atteinte à la sûreté de l'Etat"

@rib News, 29/09/2016 â€“ Source AFP Le chef d'un parti d'opposition au Burundi, Gervais Niyongabo, l'un des derniers à être restés dans le pays, a été arrêté mercredi à Makamba (sud), pour "atteinte à la sûreté de l'Etat", a annoncé la police burundaise. M. Niyongabo, président du parti d'opposition Fedes-Sangira, et membre du Cnared, la principale coalition d'opposition au Burundi, a été arrêté pour "participation" à des "bandes armées" et "atteinte à la sûreté de l'Etat", a annoncé le porte-parole de la police, Pierre Nkurikiye, sur son compte Twitter.

L'opposant, l'un des rares à encore résider au Burundi, la plupart vivant désormais en exil, est détenu à Bujumbura par le Service national de renseignement (SNR), qui dépend directement du président Pierre Nkurunziza, a précisé M. Nkurikiye. Le SNR est accusé par de nombreuses organisations de défense des droits de l'Homme de recourir à la torture contre les opposants présumés. Le pouvoir burundais accuse le Cnared, une coalition représentant la quasi-totalité des partis d'opposition burundais, d'être lié à une tentative de coup d'Etat en mai 2015 et aux violences qui frappent le pays depuis lors. M. Nkurikiye a précisé dans un autre tweet que depuis deux semaines "8 policiers et 15 militaires" avaient été arrêtés pour "atteinte à la sûreté de l'Etat". L'opposition accuse l'ancien mouvement rebelle aujourd'hui au pouvoir, le CNDD-FDD, de cibler des soldats issus de l'ancienne armée, dominée par la minorité tutsi, les ex-FAB (Forces armées du Burundi). Aux termes de l'accord d'Arusha qui a mis fin à la guerre civile (1993-2006) entre plusieurs rébellions hutu et l'armée alors majoritairement tutsi, la police et l'armée sont paritaires au Burundi, un pays où les Hutu représentent 85% de la population et les Tutsi 14%. Plusieurs démobilisés issus des FAB, auxquelles la nouvelle armée a succédé en 2005, ont également été exécutés depuis le début de la crise. Le Burundi est plongé dans une grave crise marquée de violences et de nombreux cas de torture depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé. Réélu en juillet, il a ainsi violé la Constitution et l'accord d'Arusha, selon l'opposition, la société civile et une partie de son camp. Les violences ont déjà fait plus de 500 morts et poussé près de 300.000 personnes à quitter le pays.